

## TIZI-OUZOU : CONSOMMATION DES MÉDICAMENTS GÉNÉRIQUES

# L'urgence de la mise à niveau de la réglementation

**Le médicament générique, sa production et les précautions liées à sa prescription et à sa vente en officine ainsi que le niveau de satisfaction de son usage thérapeutique ont été au centre des débats, lors des premières journées de pharmacie organisées par le CHU de Tizi-Ouzou.**

«L'effet discount» et prix cassés qui ont entouré son lancement ont été ruineux en termes d'image pour le médicament générique. Mais sa prescription et sa vente sont en constante progression, en Algérie. C'est du moins ce que nous apprend une enquête réalisée au mois de janvier 2011, dans le cadre d'un mémoire en pharmacie par une équipe du laboratoire de pharmacovigilance de l'EHU d'Oran et ayant ciblé un échantillon de 100 médecins privés et hospitalo-universitaires. Une étude citée par le professeur Toumi Houari de l'établissement hospitalo-universitaire d'Oran. «*Le médicament générique, ni ange ni démon*» est le titre



Photos : DF

un tantinet provocateur de la communication de ce praticien oranais qui, après avoir brossé l'état des lieux de ce produit pharmaceutique, qualifie de figée la réglementation relative à la substitution et à l'observance des règles de bio-équivalence des produits génériques par rapport

à la molécule de référence. «La législation d'un certain nombre de pays permet aux pharmaciens de substituer un médicament par un autre, à condition que le principe actif soit le même que celui du médicament prescrit et que le médicament choisi soit bio-équivalent.

Actuellement, l'Algérie ne dispose pas de législation pour la substitution. En effet, la substitution est un élément majeur pour une politique d'encouragement du générique.» D'où la nécessité de la mise à niveau de la législation en vigueur et qui permettrait de contrôler la qualité qui portera sur tout le processus de fabrication du produit, a préconisé ce praticien.

Il s'agira, selon lui, de protéger le prescripteur et l'utilisateur du médicament générique qui nécessite un contrôle rigoureux de ces produits afin de détecter un dosage anormal et la présence de certains excipients dont les effets peuvent être indésirables et nocifs.

Des traditions de pharmacovigilance, de veille institutionnelle doivent être instaurées, recommandent le P<sup>r</sup> Toumi Houari qui préconise, en outre, la généralisation des services de pharmacovigilance, à l'instar de celui existant au niveau de l'EHU d'Oran.

S. A. M.

## AMÉLIORATION DU CADRE DE VIE DES CITOYENS

# Cherchell veut retrouver son cachet d'antan

**Avant hier, une véritable opération coup-de-poing fut engagée contre le commerce informel du principal marché de la ville et son lot d'immondices à travers le lancement d'actions locales en matière d'enlèvement des ordures ménagères et d'hygiène du milieu.**

Cette opération d'abord initiée dans le cadre de l'application de la directive du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales a vu la mise en œuvre des dispositions qui y sont contenues portant sur l'amélioration du cadre de vie des citoyens à travers la concrétisation de mesures portant, notamment, sur la prise en charge de l'hygiène publique.

Le chef de la daïra de Cherchell nous a présenté la liste des points sensibles où la dégradation du cadre de vie des

citoyens de Cherchell se trouverait gravement affectée et partant la prolifération des décharges sauvages, le dépôt anarchique des ordures ménagères et plus grave, le dépôt illégal de débris des chantiers de réalisation sur la voie et les espaces publics.

C'est ainsi que les responsables locaux de la ville, particulièrement l'APC ont investi ces sites sensibles, à l'instar de la cité Mahem, la cité DNC, les cités Marcada, Tizirine et Taghirint.



Fièrement le chef de la daïra expose les résultats de cette opération «Cherchell, ville propre». En effet, plusieurs quartiers eurent droit à la réfection de leur voirie, des trottoirs et de la suppression des étals extérieurs de commerce illicite et anarchique. Malgré l'ensemble de ces efforts, l'oued Garami reste le point noir de cet immense nettoyage. En effet, les débris, les branchages et roseaux, qui altéraient le paysage, furent amassés mais restent sur place, témoignage d'un travail inachevé des équipes de nettoyage. Cela aurait pu être concret si un comité composé d'associations de l'environnement avait été associé en vue d'aider la municipalité à superviser quotidiennement les actions entreprises sur le terrain afin que cette mission soit réalisée d'une manière effective, d'autant plus que Cherchell s'appropriait à devenir un grand dépotoir lui ôtant son cachet de ville propre.

«Le citoyen se devait d'être entièrement impliqué dans cette mission car il avait le droit et le

devoir», nous disait à ce propos le chef de la daïra, et ce, dans la perspective de respecter le circuit mis en œuvre pour le dépôt, l'enlèvement et le tri des ordures ménagères, la sensibilisation des écoliers et les rencontres des responsables locaux avec les citoyens.

Rappelons, à ce propos, les grandes campagnes de nettoyage menées par les associations Belombra et Econostrome.

S'agissant de l'opération d'assainissement menée au niveau du marché de la ville de Cherchell, force est de constater, que les commerçants titulaires d'un étal à l'intérieur du marché couvert arguent l'absence de clients à l'intérieur et s'installent dehors de façon anarchique. Mais ce sont les autres revendeurs illicites, sans registre du commerce, qui se sont taillé la part du lion, en squattant plusieurs espaces publics, rendant la circulation routière et piétonnière dense et difficile.

L'opération de mercredi dernier, s'est attachée à éliminer ces étals illicites et, partant le

commerce informel, qui s'est imposé comme un droit, en constituant un chapelet de revendeurs, installés à même les accès aux autres commerces. Plus grave, plusieurs rues carrossables furent squattées par ces commerces illicites où la circulation fut interdite par ces gros bras du commerce.

Ainsi, les quatre principales rues de la ville qui mènent au cœur du marché couvert furent interdites d'accès par ces commerces, à l'instar de «Zonquet lihoud» (littéralement rue des juifs) à Blida.

Plus grave encore, une autre grande rue située au cœur de la ville de Cherchell, dénommée affectueusement «Zonquet el lambout» (littéralement rue de l'entonnoir, allusion faite à la forme de la rue en entonnoir) est, quant à elle, devenue difficilement carrossable, car investie par le commerce illicite, tant décrié par les commerçants titulaires du registre du commerce et qui demeurent impuissants face à ce fléau.

Larbi Houari

### EL-AMRA (AÏN DEFLA)

## Les employés communaux brandissent l'arme de la grève

La cellule locale du Syndicat national des employés communaux vient de déposer un préavis de grève qui débutera ce dimanche.

Dans un communiqué dont une copie nous a été transmise, les employés titulaires revendiquent leurs traitements du mois de septembre tandis que les contractuels leur paie des mois d'août et septembre.

Ils accusent conjointement le contrôleur financier et le trésorier communal de refuser de leur verser leurs traitements et qualifient le comportement de ce dernier d'«irresponsable».

Selon des sources locales, les services centraux de la Wilaya ont dépêché à El-Amra des émissaires pour désamorcer la grève.

Toujours selon nos sources, un accord a été conclu pour que ces salaires soient versés en début de semaine. Toutefois, «si cette promesse n'est pas tenue, la grève deviendra effective», nous a-t-on fait savoir. «L'Aïd approche et nous devons y faire face, comment cela peut-il se faire si nous ne sommes pas payés ?» ajoute-t-on.

Karim O.